

Le sénateur Tremblay: Moi, ça m'avait frappé qu'il n'y ait pas de dette nationale en 1939. J'ai voulu vérifier ce fait et je viens de le vérifier.

Le sénateur Gigantès: Je vais vous apporter les chiffres là-dessus. Alors, mon argument c'était que malgré une grande augmentation de la dette nationale per capita durant ces années, le bien-être de la population a augmenté de façon vertigineuse. Donc, si une dette nationale est si mauvaise que ça, comment se fait-il que notre bien-être personnel à tout un chacun est tellement meilleur qu'il ne l'était quand elle était beaucoup plus basse?

Le sénateur Bolduc: De quelle période parlez-vous?

Le sénateur Gigantès: Je n'ai pas entendu votre question. Pourriez-vous la répéter plus fort. Mon appareil peut vous entendre sénateur, mais vous êtes un peu loin.

Le sénateur Bolduc: Alors vous dites que notre bien-être est monté comme ça là, en flèche. À quelle période faites-vous allusion?

Le sénateur Gigantès: Depuis 1939.

Le sénateur Bolduc: Jusqu'à quelle année?

Le sénateur Gigantès: Jusqu'à maintenant. Même maintenant, même après six années de Mulroney.

Le sénateur Bolduc: Non, non, monsieur, vous faites erreur. Vous faites une grosse erreur, sénateur, une grosse erreur. Cela a monté de 45 à 60. Et depuis ce temps-là, cela a monté un peu moins. Puis après ça, depuis 1975, c'est stable.

Le sénateur Gigantès: Sénateur, en quoi est-ce que vous contredisez ce que je viens de dire qui est que notre bien-être personnel est bien supérieur aujourd'hui à ce qu'il était en 1939. Nous avons de meilleures maisons, plus de chauffage central, plus de voitures par famille, une plus grande proportion de nos enfants vont à l'université, nous avons tous des soins médicaux que nous n'avions pas avant, il y a beaucoup plus de gens qui vont en vacance, qui possèdent des résidences secondaires, qui ont des appareils ménagers. Nous sommes en bien meilleur état aujourd'hui en moyenne, nous autres Canadiens, qu'on était en 1939. Et pourtant notre dette nationale per capita en dollars stables réels après inflation est plus grande aujourd'hui qu'elle ne l'était alors.

Ce que je disais, c'est que si l'augmentation de la dette nationale ou le niveau de la dette nationale est une chose tellement terrible, pourquoi donc est-ce que nous sommes chacun en meilleur état chacun que nous ne l'étions alors.

Le sénateur Bolduc: La productivité a monté d'une façon considérable entre 1945 et 1960. C'est ça la réalité. Pendant ce temps-là, on a commencé à intauser des mesures sociales. Et à partir de 1975, on s'est rendu compte du coût réel des mesures sociales. Aujourd'hui là, on est à peine stagnant. C'est là qu'on est. Et puis ça, c'est en bonne partie l'héritage des libéraux avec 200 milliards de dette. Et depuis ce temps-là, pendant huit ans, à 10 p. 100 par année, ça donne 360 milliards. C'est ça que ça donne.

Le sénateur Gigantès: Quel est votre question, sénateur.

Le sénateur Bolduc: Je ne suis pas gêné de faire une réflexion pour vous ramener un peu dans le monde réel.

Le sénateur Gigantès: D'après vous le monde réel est que nous sommes plus mal en point aujourd'hui qu'en 1939? Moi, je dis le contraire. Alors vous niez ce que j'ai dit? Que nous

sommes mieux aujourd'hui qu'en 1939? C'est pourquoi je vous aime là. Parfois il est capable de se taire quand il ne peut pas dire la vérité, voilà.

Alors le système de taxation fédéral devient plus équitable et plus progressif. Les prix à la consommation chutent d'environ 2 p. 100. Le principal argument en faveur de la TPS jusqu'à maintenant est de dire que nous n'avons pas le choix. Or, ces études montrent qu'il existe d'autres solutions et qu'il est possible de faire un choix.

Alors maintenant, son texte est en anglais. Je ne vais pas vous faire une traduction simultanée parce qu'elle ne serait pas très bonne et elle offenserait ce cher sénateur Simard. Oh, merci d'être venu, vous me ravigorez.

• (1430)

[Traduction]

La mise en œuvre de la taxe proposée sur les produits et services a engendré plus de discussions publiques que n'importe quel autre changement fiscal de l'histoire du Canada. La passion qui s'est manifestée dans ces discussions est très fondée. En effet, la réforme envisagée marquera un changement fondamental de la composition des recettes fiscales fédérales.

Cette composition indique les quantités relatives de recettes que le gouvernement perçoit de différentes assiettes. Il y a peu de temps encore, la part de la taxe de vente fédérale dans les recettes baissait constamment en pourcentage. Je vais maintenant me reporter au tableau 1 qui figure dans les fascicules contenant les témoignages du Comité permanent des banques et du commerce. Le tableau fait partie du mémoire présenté par le professeur Neil Brooks.

Il dit que, d'après son tableau, la part des recettes provenant de la taxe de vente fédérale—comme cette taxe s'applique sur le prix de vente des fabricants, elle est communément appelée taxe sur les ventes des fabricants—qui était supérieure à 16 p. 100 en 1965 est tombée à 14 p. 100 en 1970 puis à un peu plus de 12 p. 100 en 1985.

Par contre, la part relative de l'impôt sur le revenu s'est constamment accrue, passant de près de 29 p. 100 en 1965 à fin de 46 p. 100 en 1985. Cette hausse, particulièrement à la fin des années 1960 et au début des années 1970, reflétait en partie la désindexation de l'impôt par suite de laquelle même les personnes dont le revenu n'augmentait qu'au taux de l'inflation finissaient par se retrouver dans des tranches d'imposition supérieures.

De plus, pendant une grande partie de cette période, les revenus augmentaient en termes réels. La part des recettes fédérales provenant de l'impôt sur le revenu des sociétés baissait, en partie à cause de la réduction des nombreux stimulants fiscaux accordés dans les années 1970 pour compenser l'effet de l'inflation sur le revenu des sociétés et pour aider certaines régions et certains secteurs précis de l'économie.

Je m'empresse de dire que c'était là une mauvaise politique des gouvernements libéraux. Comme M. Chrétien l'avait alors dit: «Pourquoi accordons-nous des faveurs à ces gens? Ils ne votent jamais pour nous.»

Il existe une étude, mentionnée dans *Il n'y a que le travail qui vaille*, rapport du Sénat daté de décembre 1987, qui montre que pour 2 \$ d'aide du gouvernement aux fabricants, il